

*Légation de Suisse
en France*

Paris, le 11 juillet 1955

Rapport politique no 54

Confidentiel

Les problèmes de l'outre-mer

Monsieur le Président de la Confédération,

Il y a deux tendances dans l'attitude vis-à-vis des territoires non-métropolitains, qu'il s'agisse de l'Algérie (faisant formellement partie de la Métropole) de la Tunisie et du Maroc (deux Royaumes dont on a un peu oublié qu'ils sont restés formellement souverains avec quelques légers abandons de souveraineté sur la base de traités internationaux) ou du restant de l'Union française qui comprend quatre parodies de départements (La Réunion, la Guyane française, la Guadeloupe et la Martinique), quelques territoires sous mandat (Togo et Cameroun) et le restant des colonies, appelé "France d'outre-mer".

A l'égard de ce qui s'est manifesté au Viêt-Nam et en Afrique du Nord, et par analogie à l'attitude du Royaume-Uni vis-à-vis de ses territoires d'outre-mer, quelques-uns estiment qu'il faut éduquer ces territoires vers l'autonomie intérieure et créer, par la suite, une fédération de l'Union française.

Monsieur Max P e t i t p i e r r e,
Président de la Confédération,
Chef du Département politique fédéral,
B e r n e



Le problème n'est actuel que pour l'Afrique du Nord. Les émeutes de Madagascar sont oubliées, celles très récentes du Caméroun n'ont pas trouvé audience dans la capitale. Néanmoins M. Mendès-France et son équipe, les socialistes, quelques intellectuels, comme M. François Mauriac, voudraient une évolution analogue à celle du Commonwealth britannique.

Je citerai ci-après les propos qu'a tenus pour moi M. Louis Jacquinot, un des leaders du parti des indépendants, ancien ministre de la France d'outre-mer, un représentant de la thèse opposée, "conservatrice". J'avais demandé à M. Jacquinot si l'évolution des temps n'allait pas vers la création d'élites locales dont on se ferait des amis en leur cédant petit à petit un certain nombre de prérogatives.

A l'heure actuelle il serait plus important de comprendre un très grand nombre de pays dans sa propre zone douanière et monétaire, même si ces pays conservaient une souveraineté politique apparente. Il paraissait bien que c'était là la méthode des puissances anglo-saxonnes. Le fait que la Libye, la Jordanie, l'Irak fussent indépendants et membres des Nations Unies ne semblait pas gêner la politique britannique dans ces régions.

M. Jacquinot répondit que cette méthode consistant à mettre les rênes au cou à certains pays musulmans pouvait réussir jusqu'à un certain degré au Royaume-Uni, mais était dangereuse pour la France. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ne risquaient pas que les pays placés dans leur zone d'influence économique ou politique, s'ils étaient abandonnés à eux-mêmes, finissent par passer sous l'orbite d'une autre puissance. Les territoires de l'Union française, abandonnés à eux-mêmes, auraient eu tendance à chercher un autre maître que les indigènes, dans leur naïveté, croient plus généreux : les Etats-Unis, ou même le

Royaume-Uni, "toujours présent quand il s'agit de prendre pied auprès d'un peuple de couleur".

Déjà ces deux puissances "amies", amies du moins en ce qui concerne les intérêts communs au N.A.T.O. et en Europe, pratiquent dans la France d'outre-mer une politique qui, malgré toutes les déclarations communes au plus haut niveau, est en lutte ouverte avec celle de Paris. C'est une vieille histoire, puisque c'est sous l'influence de Londres que la Syrie et le Liban, anciennes colonies françaises, ont été soustraites à l'influence de Paris. Londres y est très agissante, surtout à Damas. Au Viêt-Nam, tout est mis en oeuvre pour évincer les positions économiques françaises, un gros marché traditionnel y est perdu pour la France. Les Etats-Unis ont toujours appuyé le Président Diem qui lutte sur deux fronts, le premier étant le Viêt-Minh, le deuxième Paris. Au Maroc, des encouragements imprudents américains ont donné beaucoup d'assurance au parti de l'Istiqlal. Une organisation telle que les Nations Unies est composée en majorité de pays sous-développés. C'est donc bien là la marche du temps. Cette évolution ne travaille qu'en faveur des puissances pouvant exercer une réelle attraction économique et politique pour les territoires sous-développés. La France n'a aucun intérêt à se mettre à la tête du mouvement. Qu'ils échappent ou non au contrôle de leur gouvernement respectif, les agents politiques et les hommes d'affaires américains et britanniques chercheront toujours à supplanter les Français dans les territoires mis en valeur par ceux-ci.

M. Jacquinet a avoué qu'il venait d'avoir un incident assez vif avec son camarade de parti M. Pinay, parce qu'il avait déclaré que la politique étrangère de la France ne tenait pas compte assez fermement des éléments ci-dessus. Le Quai d'Orsay était un fidèle cavalier de l'Occident, mais négligeait trop les intérêts de l'Union française vis-à-vis des empiètements

des partenaires et amis occidentaux. M. Pinay avait cru que le reproche s'adressait à sa propre gestion au Quai d'Orsay et s'en était formalisé.

M. Jacquinet rappelle, d'autre part, que si le Royaume-Uni accorde l'autonomie interne à certaines régions d'Afrique occidentale, il réprime par contre durement toute insubordination dans les zones auxquelles il attribue un intérêt stratégique (Chypre, la Malaisie, le Kénia, Aden, etc.).

L'Afrique française du Nord a un intérêt stratégique absolument primordial pour l'Europe occidentale; la Tunisie et le Maroc en particulier. Aussi longtemps que la France contrôle ces points stratégiques, elle a des atouts de premier ordre que le Quai d'Orsay devrait mieux faire valoir vis-à-vis de ses partenaires. Cet élément important devrait tempérer et freiner l'évolution de l'autonomie de ces territoires.

Finalement les Américains partent de l'idée que favoriser les nationalismes locaux, particulièrement s'ils sont musulmans signifie créer à l'Occident des alliés certains, fondés sur un principe national. On peut se demander s'ils ne se font des illusions. Dix ans après leurs encouragements à l'Indonésie, on peut dire que la valeur de cette expérience est problématique. D'autres pays orientaux à bas niveau de vie pourront donner des déceptions dans un proche avenir. Il en sera de même à son heure pour l'Afrique noire.

M. Jacquinet passa à la prochaine "échéance" de la politique française, le Maroc. Au mois d'août prochain, le deuxième anniversaire de l'éloignement de l'ancien sultan Moulay Ben Youssef, actuellement à Madagascar, donnera lieu à des convulsions peut-être dangereuses. M. Jacquinet déclare que le M.R.P. a fini par suivre M. Bidault, ministre responsable de l'éloignement de Moulay Ben Youssef, au temps du cabinet Daniel. D'après M. Bidault, la France perdrait la face si, deux ans après une

décision de telle envergure, elle devait mettre en congé le sultan Ben Arafa qu'elle avait intronisé dans les formes légales. Tout regain d'influence de l'ancien sultan Ben Youssef le transformerait "en une sorte de Président Diem", qui se mettrait au service de l'influence américaine.

Dans une réunion de groupe, les indépendants auraient décidé de se rallier à la position du M.R.P., n'admettant aucun changement dans la situation dynastique. Ainsi les M.R.P. et les indépendants auraient fait savoir au Président Edgar Faure que toute évolution dans le problème du sultan signifierait une crise ministérielle immédiate, par la démission des ministres M.R.P. et indépendants.

C'est ce qui rend épineuse la mission du nouveau Résident général à Rabat, M. Gilbert Grandval, une modification de la situation dynastique étant l'alpha et l'oméga d'une politique de détente au Maroc.

C'est pourquoi aussi le gouvernement s'est tiré provisoirement d'affaire en disant qu'il n'y aurait pas de décision à ce sujet avant la prochaine visite du Résident général à Paris d'ici deux mois, après qu'il aura pu se former une opinion sur place. On a ainsi gagné du temps.

L'attitude du M.R.P. et des indépendants est celle du Maréchal Juin et des milieux d'affaires.

L'attitude plus libérale est celle de M. Mendès-France, de la S.F.I.O. et des milieux progressistes.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

